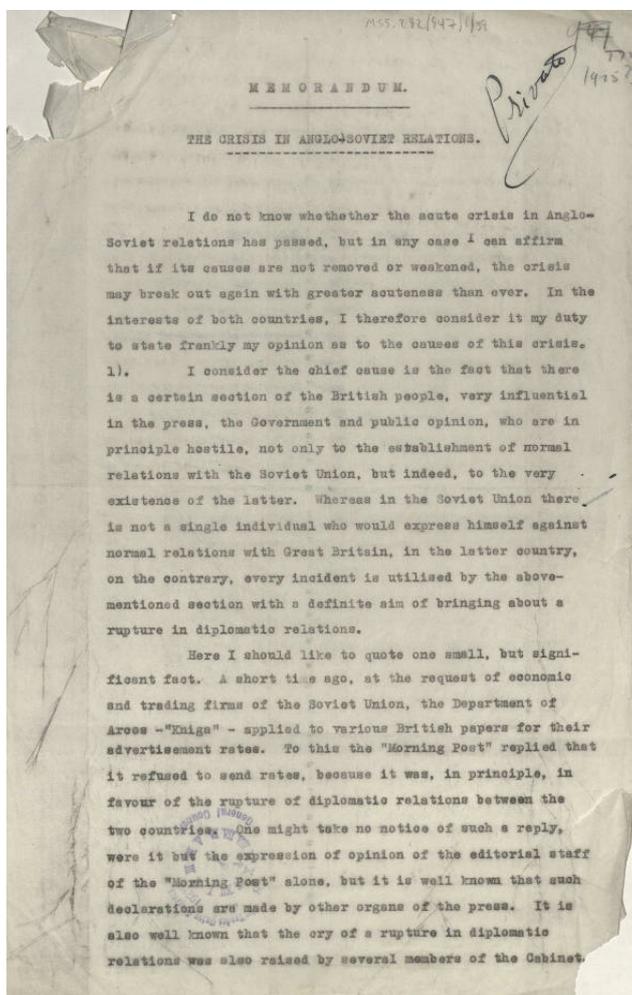


Mémoire sur la crise des relations anglo-soviétiques

Christian Rakovsky



Première page du document original (Warwick Digital Collections)

Source: Document transmis en 1925 (probablement en juillet) au gouvernement britannique par Christian Rakovsky, représentant soviétique à Londres. Version anglaise dans: [Warwick Digital Collections, The Russian Revolution and Britain, 1917-1928](#). Traduction et notes MIA.

J'ignore si la crise aiguë des relations anglo-soviétiques est derrière nous, mais en tout les cas je peux affirmer que si ses causes ne sont pas supprimées ou atténuées, elle risque d'éclater à nouveau avec plus d'acuité que jamais. Dans l'intérêt des deux pays, je considère donc qu'il est de mon devoir d'exposer franchement mon opinion sur les causes de cette crise.

1) Je considère que sa cause principale réside dans l'existence d'une certaine catégorie de Britanniques, très influente dans la presse, le gouvernement et l'opinion publique, qui est par principe hostile, non seulement à l'établissement de relations normales avec l'Union soviétique, mais à

l'existence même de cette dernière. Alors qu'en Union soviétique, il n'y a pas une seule personne qui s'oppose à l'établissement de relations normales avec la Grande-Bretagne, dans ce dernier pays, au contraire, chaque incident est utilisé par la fraction susmentionnée dans le but précis de provoquer une rupture des relations diplomatiques.

Je voudrais citer ici un fait mineur, mais significatif. Il y a peu de temps, à la demande d'entreprises économiques et commerciales d'Union soviétique, le Département d'Arcos ^[1] – « *Kniga* » – a demandé à divers journaux britanniques leurs tarifs publicitaires. Le « *Morning Post* » a répondu qu'il refusait de communiquer ses tarifs, car il était, par principe, favorable à la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. On pourrait ne pas tenir compte d'une telle réponse, si elle n'était que l'expression de l'opinion de la seule rédaction du « *Morning Post* », mais on sait que de telles déclarations sont faites par d'autres organes de presse. On sait aussi que le mot d'ordre de rupture des relations diplomatiques a été lancé par plusieurs membres du Cabinet.

Enfin, il est également notoire que la dernière campagne électorale a été dominée dans une certaine mesure par cette question. Ainsi, une partie de l'opinion publique britannique mène sans l'ombre d'un doute une guerre ouverte contre l'Union soviétique.

2) La deuxième cause de la crise réside dans le fait que les relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique sont très différentes des relations diplomatiques existant entre tous les autres États. Bien que la crise chinoise se développe maintenant depuis environ deux mois ^[2], il n'y a pas eu d'échange d'opinions entre les gouvernements britannique et soviétique sur ces événements qui sont pourtant étroitement liés aux intérêts des deux pays. Il n'y a pas eu d'échange d'opinions sur ce sujet, ni à Londres, ni à Moscou, ni à Pékin. Cela est d'autant plus curieux qu'avant même la reconnaissance de l'Union soviétique en 1923, alors que [Lord Curzon](#) était au *Foreign Office*, un accord avait été conclu entre les gouvernements de l'Union soviétique et de la Grande-Bretagne aux termes duquel les deux États s'engageaient à s'efforcer de régler les désaccords ou les malentendus qui pourraient survenir entre eux avant de les rendre publics.

Malheureusement, cette règle n'est pas respectée et cela même aujourd'hui alors que des relations diplomatiques officielles ont été établies. Cela prouve simplement que les relations diplomatiques existantes sont anormales, incomplètes et sont en réalité actuellement plus symboliques que réelles. La non-nomination d'ambassadeurs, sur laquelle le gouvernement soviétique insistait lorsque le gouvernement travailliste était encore au pouvoir, est sans aucun doute l'une des raisons de cette situation anormale.

3) Ainsi, les causes de la crise doivent être recherchées non pas dans des incidents isolés, mais dans les relations générales existant entre l'Union soviétique et la Grande-Bretagne. Formellement, ces relations sont régies par l'accord de 1921, mais ce dernier a été conclu avant l'établissement des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique et elles ne correspondent donc plus aux nouvelles circonstances.

Depuis 1921, l'Union soviétique s'est développée ; ses intérêts internationaux ont pris un caractère bien défini et les relations politiques et économiques entre elle et la Grande-Bretagne sont devenues plus complexes. Ces circonstances nouvelles exigeaient un nouvel accord. Ce fait ayant été

[1] Acronyme de la *All-Russian Cooperative Society* (Société coopérative pan-russe). En conséquence du monopole du commerce extérieur en vigueur après la révolution d'Octobre, cet organisme fut constitué en octobre 1920 sous l'égide du Commissariat du peuple au Commerce extérieur afin de réguler le commerce anglo-soviétique. Son siège était situé à Londres. En 1927, accusée de servir de couverture aux activités « subversives » de l'Internationale communiste, le siège de l'Arcos fut perquisitionné par les autorités britanniques, précipitant une rupture des relations diplomatique anglo-soviétiques.

[2] Les 4-7 mai 1925, des grèves ouvrières et des manifestations étudiantes à caractère anti-impérialiste éclatèrent à Shanghai et se répandirent dans le pays. Ce mouvement fut brutalement réprimé par les autorités chinoises inféodées aux intérêts étrangers, par les polices des concessions des puissances impérialistes et par leurs troupes qui furent expédiées dans le pays. La presse britannique accusa le gouvernement soviétique et l'Internationale communiste d'avoir orchestré ce soulèvement de masse.

admis l'année dernière par les deux gouvernements, les négociations menées à cette époque ont donc abouti à la conclusion des traités anglo-russes ^[3]. Ces traités n'étaient peut-être pas été satisfaisants à tous points de vue pour les deux parties – ce qui n'est pas anormal compte tenu du fait que dans un accord international les deux parties doivent nécessairement faire des concessions - ; mais ils ont bel et bien constitué un énorme progrès dans les relations entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique.

Je peux affirmer sans exagération aucune que leur conclusion a fait date dans les relations entre les deux pays, car ces traités, en renforçant comme ils l'ont fait l'amitié anglo-soviétique, pouvaient seuls constituer une base pour surmonter toutes les causes de conflit et de friction entre les deux pays. En rejetant ces traités, le gouvernement conservateur a donc détruit la base sur laquelle les relations entre les deux États pouvaient être développées. Ils ont ainsi ramenés nos deux États à l'accord de 1921, qui avait laissé ouvertes toutes les questions en suspens, tant politiques qu'économiques. La grave crise que traversent aujourd'hui les relations anglo-soviétiques a commencé à partir de ce moment là.

4) Le gouvernement soviétique a toujours adopté le point de vue formulé par Tchitchérine à Tiflis en mars dernier, lors de la session du Comité exécutif central de l'Union, à savoir que c'est précisément parce qu'il existe de nombreux points de divergence sur les questions internationales entre l'Union soviétique et la Grande-Bretagne qu'un accord entre ces deux pays est une nécessité à la fois internationale et nationale, car seul un tel accord pourrait empêcher ces divergences de se transformer en dangereux conflits.

5) Après mon retour à Londres au début du mois d'avril, j'ai eu un entretien avec [M. Chamberlain](#) au cours duquel je me suis efforcé de trouver le moyen de reprendre les négociations avec la Grande-Bretagne. Dans ce but, j'ai demandé quels étaient les points des traités de l'année dernière sur lesquels le gouvernement britannique n'était pas d'accord, afin que nous puissions faire de nouvelles propositions. J'ai eu le sentiment, et je l'ai communiqué à mon gouvernement, que dans les circonstances présentes, le gouvernement britannique considère que de nouvelles négociations sont inutiles. Depuis lors, je n'ai pas pu revoir M. Chamberlain. La deuxième fois que je me suis rendu au *Foreign Office* ce fut pour discuter de la question du discours de Sir Joynson Hicks [*Ministre de l'Intérieur du Cabinet Baldwin*], je n'y est vu que Sir William Tyrrell [*Sous-secrétaire permanent au Foreign Office*] et notre entretien à cette occasion s'est limité à cet incident.

6) Par conséquent, les relations entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique sont demeurées dans la position profondément anormale qu'elles avaient prise après la fausse « Lettre de Zinoviev » ^[4] et le rejet des traités anglo-soviétiques. Ainsi, les conditions préliminaires à la reprise des négociations – le désir des deux parties de mener de telles négociations – ont fait défaut.

7) *Relations commerciales*. Une seule possibilité s'offrait à nous, le développement des relations commerciales avec la Grande-Bretagne. En avril, j'ai apporté avec moi un plan pour effectuer une série de commandes, plan qui a été publié dans le supplément russe du « *Daily Herald* ». Mais les conditions politiques étaient si peu favorables qu'il s'est avéré impossible de le réaliser, car la coopération du gouvernement britannique était naturellement essentielle. Lorsqu'il devint évident que nous aurions une bonne récolte et que, par conséquent, notre commerce extérieur serait probablement doublé, le gouvernement soviétique a élaboré un nouveau plan pour la réalisation de commandes et pour lesquelles seuls des crédits à court terme seraient nécessaires. La valeur de ces commandes à passer en Grande-Bretagne s'élèverait à 15.000.000 de livres sterling. J'ai apporté ce plan avec moi à mon

[3] Après des négociations ayant duré entre le 4 avril et le 4 août 1924, des traités furent finalement signés le 8 août et portant sur la question des dettes tsaristes et d'un prêt en faveur de l'URSS. Ces accords ne furent jamais ratifiés à cause du conflit qui éclate peu après avec la « Lettre de Zinoviev » et la chute du cabinet travailliste de MacDonald en octobre 1924.

[4] Le 25 octobre 1924, le « *Daily Mail* » et le gouvernement britannique publient une lettre prétendument écrite par le dirigeant de l'Internationale communiste, Georgui Zinoviev, appelant à l'organisation d'une révolution socialiste armée en Grande-Bretagne et à des mutineries. Dans le contexte d'une campagne électorale incertaine, ce faux grossier et la tempête médiatique et diplomatique qu'il suscita servaient avant tout les intérêts des conservateurs face au gouvernement dirigé par le travailliste Ramsey MacDonald, qui dut finalement démissionner.

dernier retour de Moscou.

8) Je considère nécessaire de souligner ici que les déclarations faites dans une certaine partie de la presse britannique selon lesquelles la proposition de passer ces commandes est en réalité une diversion politique, sont absolument sans fondement. En réalité, nos propositions relatives à ces commandes n'ont aucun rapport avec la dernière crise. J'en ai parlé à M. Hodgson [*représentant diplomatique britannique à Moscou*] environ deux semaines avant mon départ de Moscou. J'ai demandé sa coopération, qui était essentielle, car ces derniers temps nous avons rencontré des difficultés pour obtenir les visas nécessaires pour nos représentants, et à cette occasion je lui ai également expliqué le caractère de ces commandes.

Néanmoins, l'atmosphère politique créée dans la City à la suite des déclarations faites par divers membres du gouvernement et de la campagne de presse anti-soviétique est extrêmement défavorable et, à moins que cette atmosphère ne change, je doute fort qu'il soit possible de procéder aux commandes envisagées.

9) Je joins à ce mémorandum deux documents qui illustrent les conséquences préjudiciables aux relations commerciales entre l'Union soviétique et la Grande-Bretagne résultant de la crise politique anglo-soviétique.

10) Le premier document est une lettre concernant l'annulation du contrat conclu entre l'Agence d'assurance d'État soviétique et une compagnie d'assurance britannique, dont le Conseil d'administration comprend des membres influents du Parti conservateur. L'annulation légale ne pouvait entrer en vigueur que le 31 décembre et, conformément à l'accord, elle devait être déclarée au plus tard deux mois avant cette date. Par conséquent, le fait que l'annulation ait déjà été déclarée souligne les circonstances exceptionnelles actuelles.

11) Le deuxième document est la lettre de la Société coopérative anglaise, dans laquelle il est indiqué que l'accord, qui était pratiquement sur le point d'être conclu, pour la réouverture de la Compagnie anglo-russe des céréales pour la vente de blé en Angleterre et en Irlande, se heurte à des obstacles de caractère politique, résultant de la déclaration du Secrétaire d'État aux Affaires étrangères à la Chambre des Communes. La lettre, il faut le noter, a été expédiée immédiatement après cette déclaration, c'est-à-dire le 7 juillet.

12) *La propagande.* Je pense qu'il convient, avant d'aborder le principe qui sous-tend cette question, de donner quelques explications sur deux incidents récents. Le premier incident concerne le discours de [Karakhan](#). Ce prétendu « discours » était en réalité une conférence prononcée à l'Université de Pékin au début de cette année. J'ai eu un échange d'opinions sur ce discours avec M. Chamberlain au cours de notre entretien au début d'avril, après mon retour de Moscou. Dans ce discours, il n'y a pas un seul passage dirigé contre la Grande-Bretagne. Il s'agissait simplement d'une explication de la politique menée par le gouvernement soviétique en Chine. Peu de temps après, l'ancien ambassadeur américain en Chine, Sherman, a également donné une conférence dans la même université.

Le deuxième incident concerne l'arrestation de Dossier ^[5] et les accusations portées contre lui. Bien qu'à l'heure actuelle trois des quatre accusations aient été formellement retirées, car elles ont été jugées sans fondement par le tribunal britannique lui-même, et bien que de manière formelle l'arrestation de Dossier elle-même, contre laquelle le gouvernement soviétique a protesté, soit irrégulière, cet incident montre néanmoins une fois de plus comment les accusations portées au moyen de documents falsifiés sont artificiellement fabriquées contre le gouvernement soviétique. Après les faits publiés par la presse soviétique, ainsi que dans notre note au gouvernement britannique, aucun observateur impartial ne peut avoir le moindre doute que les documents, qui auraient été trouvés

[5] Zinovi Nikolaïevitch Dossier (1882-1938) était un fonctionnaire du *Naftesindikat* (Trust soviétique des pétroles nationalisés) envoyé en Chine pour affaires. Il fut arrêté par la police internationale de Canton et jugé devant un tribunal de Shanghai comme « agent bolchevique » organisant la subversion et des émeutes en Chine.

parmi les affaires de Dosser, ont été placés là par un tiers. Il est bien connu que lors de la première fouille effectuée par un officier britannique, en présence d'officiers russes blancs, absolument rien de compromettant n'a été trouvé dans les affaires de Dosser. Ce n'est qu'au cours d'une fouille ultérieure, effectuée par trois officiers blancs au service de la police locale, qu'on a prétendu avoir trouvé dans le portefeuille de Dosser un soi-disant mandat de la section sud du Parti communiste russe en Chine. Il s'agit là d'un document grossièrement faux car il n'existe aucune section du Parti communiste russe en Chine ou dans aucun autre pays. Ce serait une violation du principe élémentaire selon lequel chaque pays a son propre parti communiste. D'autre part, il a également été prouvé que la carte de membre du Parti qui aurait été en possession de Dosser était également un faux.

13) *La propagande et les intérêts d'État de l'Union soviétique.* Ce serait une très grave erreur, qui pourrait conduire aux incidents les plus fâcheux, que la sauvegarde légitime des intérêts soviétiques en Chine – qui sont très conséquents – soit systématiquement rangée sous la rubrique « propagande » prévue par l'accord commercial de 1921 entre l'Union soviétique et la Grande-Bretagne. Cet accord ne peut être interprété comme signifiant que l'Union soviétique renonce à ses propres intérêts légitimes ou à sa propre politique internationale. Il ne signifie nullement que sa politique doit nécessairement être identique à celle des autres États, et notamment à celle de la Grande-Bretagne. Cela signifierait un suicide politique, auquel le gouvernement soviétique ne peut naturellement pas consentir. Seuls les actes du gouvernement soviétique pourraient être considérés comme de la « propagande » quand ils seraient directement dirigés contre un État particulier. Mais la défense de ses intérêts propres, qui est le devoir élémentaire de tout gouvernement, et donc aussi du gouvernement soviétique, ne peut être interprétée comme dirigée contre tel ou tel État, même si cette politique est antagoniste à la politique de ces derniers. L'Union soviétique et la Grande-Bretagne ne sont pas seuls États ayant des intérêts en Chine. D'autres gouvernements ont également leurs propres intérêts et jusqu'à présent, aucun d'entre eux ne s'est plaint des activités du gouvernement soviétique dans ce pays.

14) *L'Union soviétique et la Chine.* Les relations entre l'Union soviétique et la Chine sont définies, d'une part, par les intérêts concrets que l'Union soviétique a en Chine et, d'autre part, par les principes généraux qui sous-tendent la politique internationale soviétique. L'Union soviétique et la Chine ont une frontière commune qui s'étend sur pas moins de 5.000 kilomètres ; d'où les énormes intérêts politiques et économiques de l'Union soviétique en Chine. En outre, il ne faut pas oublier qu'après la défaite des armées blanches en Sibérie, ses débris ont trouvé refuge en Chine ; que dans les armées des différents généraux chinois, il y a des centaines de détachements composés exclusivement de Blancs ; que dans toutes les institutions internationales présentes en Chine, et notamment dans la police, il y a des officiers blancs. Le gouvernement soviétique ne peut rester passif lorsque les ennemis de l'Union soviétique s'efforcent de transformer des provinces chinoises en bases opérationnelles, tant politiques que militaires, contre l'Union soviétique.

15) Au demeurant, la politique générale de l'Union soviétique à l'égard de la Chine était déjà déterminée dès les premiers jours de l'existence du gouvernement soviétique. Elle était fondée sur la déclaration que celui-ci avait faite à l'époque au sujet des traités secrets. Le gouvernement soviétique a précisé sa politique sous une forme plus concrète dans sa note au gouvernement chinois du 26 août 1919, dans laquelle il renonçait tout à la fois à ses droits sur la Mandchourie et les autres régions de Chine annexées par le gouvernement tsariste ; à l'indemnité des Boxers ; à tous les privilèges exceptionnels dont jouissaient jusqu'alors les marchands russes sur le territoire chinois ; enfin, il renonçait à tous les privilèges, politiques et économiques dont jouissait auparavant la Russie sur le territoire chinois. C'est sur la base de cette déclaration qu'a été conclu le traité du 31 mai 1924, entre les gouvernements chinois et soviétique. Les points principaux de ce traité sont les suivants :

3. *L'annulation des traités tsaristes et la conclusion de nouveaux traités sur la base de l'égalité des droits, de la réciprocité et de la justice – dans l'esprit des déclarations du gouvernement soviétique de 1919 et 1920.*

4. *L'annulation des traités conclus entre le gouvernement tsariste et des États tiers concernant les intérêts russes en Chine.*

8. *Toutes les questions de navigation seront décidées sur le principe de l'égalité et de la réciprocité.*

10. *L'abandon de tous les droits et privilèges concernant les concessions obtenues par le gouvernement tsariste dans toute la Chine.*

11. *L'abandon de la part russe de l'indemnité des Boxers.*

12. *L'abandon des droits extraterritoriaux et de la juridiction consulaire.*

13. *L'établissement de tarifs douaniers basés sur le principe de l'égalité et de la réciprocité.*

16) *L'opinion publique en Russie.* Je considère nécessaire de souligner l'état d'esprit de l'opinion publique en Union soviétique suscitée par la politique britannique actuelle. En dépit des déclarations du gouvernement britannique, selon lesquelles il n'a pas tenté de constituer un bloc anti-soviétique, la presse soviétique est remplie d'informations factuelles sur ce sujet. L'opinion prévaut que, si une grande partie du Parti conservateur s'efforce de provoquer une rupture des relations diplomatiques avec l'Union soviétique, cela ne peut qu'influencer la politique étrangère du gouvernement britannique.

En outre, un certain nombre de faits troublants ont été communiqués par les États baltes et la Pologne. En particulier, les informations reçues de Reval et de Riga – c'est-à-dire d'Esthonie et de Lettonie – indiquent que les représentants britanniques dans ces deux pays orientent résolument leur politique en faveur de la création d'un bloc balte anti-soviétique. Et je ne parle pas ici des informations publiées dans les journaux concernant les efforts de la Grande-Bretagne destinés à établir une base navale en Esthonie. D'autre part, la nouvelle a filtré que le représentant britannique à Riga a fait une déclaration concernant la rupture inévitable des relations diplomatiques entre l'Union soviétique et la Grande-Bretagne. Des informations similaires ont été reçues de Varsovie. Selon les renseignements en notre possession, le gouvernement britannique désapprouve la politique du gouvernement polonais dans la mesure où celui-ci a manifesté à quelques reprises le souhait d'établir des relations plus étroites avec l'Union soviétique. Il en est de même en ce qui concerne le gouvernement tchécoslovaque. Le gouvernement britannique n'a pas apprécié les conversations que Beneš [*Ministre des Affaires étrangères tchèque*] a eues à Varsovie avec le gouvernement polonais lors de sa visite en Pologne, car il considère que Beneš a certaines tendances pro-russes.

Les efforts déployés par la Grande-Bretagne pour conclure un pacte avec l'Allemagne sont analysés comme relevant de même veine anti-russe ; le but de ce pacte étant de créer entre l'Allemagne et la Russie un fossé insurmontable et d'unir tous les États européens contre l'Union soviétique.

Je n'assume évidemment aucune responsabilité pour tous ces faits ou pour leur interprétation, mais je considère qu'il est de mon devoir de les porter à votre connaissance, afin que vous puissiez être informé de l'impression faite en Union soviétique par la politique actuelle de la Grande-Bretagne.

17) *Conclusion.* Le gouvernement soviétique a toujours exprimé sa volonté, en collaboration avec le gouvernement britannique et sur la base de la réciprocité, d'investiguer et de supprimer toutes les activités contraires à leurs intérêts mutuels. Mais, cela, bien entendu, à la condition que chaque État ait le droit de poursuivre sa propre politique. L'harmonisation de politiques distinctes est précisément l'objet des négociations et des relations diplomatiques en général, mais pour ce faire, ces relations diplomatiques doivent être normales et complètes.

Je suis fermement convaincu que ce n'est qu'en observant ce principe dans nos actions quotidiennes que les relations anglo-soviétiques pourront acquérir cette base solide qui est essentielle, non seulement pour les deux pays, mais dans l'intérêt de la paix internationale.